

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

---

**Accord-cadre relatif à la fourniture de sources radioactives non scellées certifiées en  
activité massique pour l'ASNR**

<b>Mode de passation du marché public</b>	Appel d'offres ouvert
<b>Homogénéité des besoins</b>	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leurs caractéristiques propres
<b>Code CPV</b>	09343000 : Matériaux radioactifs.
<b>Nomenclature ASNR</b>	LAB_100 - Radioactif (source scellée, non scellée) & matière nucléaire

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

---

**ASNR** (Siège social)  
15 rue Louis Lejeune  
92120 MONTROUGE  
Tél. : 01 58 35 88 88

## Interlocuteurs

---

### Interlocuteurs ASNR

---

Affaire suivie **administrativement** par :

Fabrice MARTIAL  
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)  
Téléphone : 01.58.35.91.53  
Courriel : [fabrice.martial@asnr.fr](mailto:fabrice.martial@asnr.fr)

Affaire suivie **techniquement** par :

Cristina PEREZ GAMARRA  
ASNR/PSE-ENV/SAME/LERCA  
Téléphone : 01.30.15.37.72  
Courriel : [cristina.perezgamarra@asnr.fr](mailto:cristina.perezgamarra@asnr.fr)

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule .....	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document .....	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public .....	5
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché .....	6
ARTICLE 5 - Durée .....	7
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	8
ARTICLE 7 - Modalités de règlement .....	10
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat .....	12
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché .....	13
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité .....	21
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable .....	22
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel.....	23
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir .....	24
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	25
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	26
ARTICLE 16 - Assurances.....	27
ARTICLE 17 - Nantissement .....	28
ARTICLE 18 - Retenue de garantie .....	29
ARTICLE 19 - Pénalités .....	30
ARTICLE 20 - Prime d'avance .....	32
ARTICLE 21 - Résiliations.....	33
ARTICLE 22 - Règlement des différends .....	34
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS.....	35
Annexe n°1 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'ASNR.....	36

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR.

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

**Ordre de service valant bon de commande** : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de sources radioactives non scellées certifiées en activité massique nécessaires aux activités des laboratoires de l'ASNR.

Ces prestations seront exécutées :

- soit par bons de commande, sur la base des prix unitaires du BPU ;
- soit par marchés subséquents, sur la base de devis proposés par le titulaire.

### 3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue un accord-cadre à bons de commandes et à marchés subséquents monoattributaire passé en application des articles R. 2162-4 à R2162-13 du Code de la commande publique.

### 3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes :

- L'approvisionnement des sources non scellées, y compris la fabrication, le contrôle qualité, la livraison et le déchargement et la fourniture de la documentation associée ;
- L'organisation du transport du lieu de fabrication vers les sites de l'ASNR (notamment le Vésinet), en liaison avec le fabricant des sources, en respectant les dates de livraison accordées ;
- Toutes opérations de déchargement depuis le véhicule de transport jusqu'au laboratoire, ou dans le cas échéant, le lieu accordé avec l'ASNR ; le conteneur devra être compatible avec les possibilités d'accès dans cette installation et répondre aux exigences réglementaires relatives à la radioprotection ;
- Posséder les agréments nécessaires liés à la détention, à la fabrication, à la vente de sources radioactives et aux transports nationaux et internationaux et sur le site du Vésinet, ainsi qu'aux règles d'exploitation applicables dans les installations de l'ASNR ;
- La fourniture d'une copie de son autorisation d'exercer une activité nucléaire à des fins non médicales ;
- La fourniture des certificats de conformité des sources et de la documentation associée ;
- La fourniture de la documentation technique associée aux sources.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

### 3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
  - Annexe n°2 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :**
  - Annexe n°1 : Accès et coordonnées des différents sites de l'ASNR
- **3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**
- **4. Les « réponses aux questions des candidats sur le dossier de consultation » et les « précisions apportées par les soumissionnaires »**
- **5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **7. L'acte de sous-traitance**

## ARTICLE 5 - DUREE

### 5.1 - DUREE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

Le marché a une durée ferme de quarante-huit (48) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Le marché n'est pas reconductible.

Toutefois, les marchés subséquents et bons de commandes (aussi appelés ordres de service) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'ASNR.

### 5.2 - RECONDUCTION

Le marché n'est pas reconductible.

### 5.3 - DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter l'ensemble des dates et délais d'exécution figurant dans les documents contractuels (bons de commande et marchés subséquents).

Le Titulaire s'expose à l'application de pénalités en cas de non-respect desdits délais d'exécution.

Le Titulaire doit aviser par e-mail du jour de remise du ou des livrables.



## ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

### 6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations prévues au présent marché sont rémunérées :

- d'une part, à prix unitaires sur la base de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins
- d'autre part, à prix unitaires sur la base de marchés subséquents conclus au fur et à mesure des besoins.

La répartition détaillée des prestations entre la part forfaitaire et la part à bons de commande figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, les prestations exécutées sous la forme de bons de commande constituent un accord-cadre sans montant minimum, mais avec un montant maximum, défini comme suit :

- Montant minimum : néant
- Montant maximum pour la partie à bons de commande et à marchés subséquents : **300.000 € HT**, sur la durée totale d'exécution du marché.

Nota : L'atteinte du montant maximum de chaque partie entraîne de plein droit l'expiration de la part du marché exécutée par bons de commande, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une résiliation formelle.

### 6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

### 6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

### 6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent marché s'exécute à prix révisable.

### 6.5 - REVISION DES PRIX - SOURCES « CLASSIQUES »

Les prix des fournitures dites sources classiques (*hors sources identifiées comme fortement volatiles au sens de l'article 6.6*) pourront être révisés annuellement à l'issue de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre.

La formule utilisée est la suivante :

$$P0 \times (0,3 + 0,2 \times S1/S0 + 0,3 \times T1/T0 + 0,2 \times V1/V0) = P1$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- S1 : dernier indice **010764338** connu au moment de la demande de révision ;
- S0 : indice **010764338** du mois de dépôt des offres ;
- T1 : dernier indice **010765338** connu au moment de la demande de révision ;
- T0 : indice **010765338** du mois de dépôt des offres ;
- ✚ V1 : dernier indice **010766402** connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ V0 : indice **010766402** du mois de dépôt des offres ;

#### Indices utilisés :

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CE, CPF 20 – Produits chimiques - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – **Identifiant 010764338**

- Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 20.1 – Produits chimiques de base, engrais, produits azotés, plastiques, caoutchouc synthétique - Zone Euro – Base 2021 – Données mensuelles brutes – **Identifiant 010765338**
- Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret - Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – **Identifiant 010766402**

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

L'indice de révision est arrondi au centième supérieur. Le prix révisé, arrondi au 1/100<sup>ème</sup>, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

#### **Modalités de révision des prix :**

La révision est de droit, elle peut intervenir à la demande de l'ASNR ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'ASNR.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'ASNR.

### **6.6 - SOURCES SOUMISES A FORTE VOLATILITE DES PRIX**

#### **6.6.1 - Sources à façon sur devis (marchés subséquents)**

Les fournitures à façon sur devis, réalisées dans le cadre de marchés subséquents émis au titre du présent accord-cadre, sont soumises à une clause de réexamen permanente.

Le prix de ces fournitures sera proposé par le Titulaire à chaque consultation subséquente, en tenant compte des conditions économiques et de marché en vigueur au moment de l'offre.

Le Titulaire devra justifier tout écart de prix significatif par rapport aux niveaux précédents en fournissant à l'ASNR les éléments suivants :

- devis fournisseurs récents,
- justificatifs d'évolution des matières premières et composants concernés.

Le prix sera fixé d'un commun accord pour chaque marché subséquent. En cas de désaccord, l'IRSN se réserve le droit de ne pas attribuer ledit marché.

#### **6.6.2 - Sources à forte volatilité définies au BPU**

Certaines sources listées au BPU sont identifiées comme sources à forte volatilité, c'est-à-dire des sources dont les prix ne peuvent être maintenus d'une année sur l'autre. Les sources identifiées suivantes : <sup>45</sup>Ca, <sup>51</sup>Cr, <sup>57</sup>Co, <sup>109</sup>Cd et <sup>139</sup>Ce peuvent être actualisées d'un commun accord entre les parties.

Pour ces sources :

- les prix seront renégociés chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre,
- le Titulaire devra apporter tous les éléments de preuve nécessaires pour justifier toute demande d'augmentation ou de diminution des prix,
- en cas d'acceptation expresse de l'IRSN, les nouveaux prix entreront en vigueur à compter de la date anniversaire pour la nouvelle période annuelle.

En l'absence d'accord entre les parties, les prix précédents resteront applicables pour l'année suivante, ou l'IRSN pourra décider de ne pas commander lesdites sources.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

### 7.2 - AVANCES

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance

Pour les opérateurs économiques considérés comme PME ou TPE et dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-11 du code de la commande publique et par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le montant de l'avance est égal à 30% **du montant initial TTC** de la prestation considérée (bon de commande ou du marché subséquent considéré).

Pour les autres opérateurs économiques, Conformément aux dispositions de L'article 11.1 Option B du CCAG-FCS, l'avance prévue pour les prestations éligibles (tranche, bon de commande) au sens de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, est égale à 30% **du montant initial TTC** de la prestation considérée (bon de commande ou marché subséquent considéré).

**Sauf exception expressément précisée au sein du bon de commande ou du marché subséquent, le remboursement de l'avance sera intégralement effectué par précompte sur l'unique facture liée à la réception complète de la ou des sources commandées.**

### 7.3 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

La fourniture des sources non scellées fera l'objet d'une facturation après signature par l'ASNR du procès-verbal de réception des sources accompagné du certificat d'étalonnage.

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

### 7.4 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat « NOM FOURNISSEUR-AC-SNC »XXX, en page de garde de l'acte d'engagement.**

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

### 7.5 - CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats de l'ASNR (ASNR – Direction des Affaires financières – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres

significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

## **7.6 - DELAI DE PAIEMENT**

### **7.6.1 - Point de départ du délai global de paiement**

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

### **7.6.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires**

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

### 8.1 - MARCHES COMPLEMENTAIRE

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique.

### 8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

### 9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

#### 9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

#### 9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

#### 9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

#### 9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

### 9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'ASNR pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

### 9.3 - LIEU D'EXECUTION

La livraison des sources est effectuée dans les lieux dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe 1 du présent CCAP.

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, qui en fait partie intégrante.

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

#### **Droit de contrôle de la réalisation des prestations**

L'ASNR peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'ASNR.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'ASNR peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

#### **9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES**

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

- les certificats d'étalonnage (COFRAC) de chaque source non scellée. Les laboratoires doivent avoir une accréditation « étalonnage » par le COFRAC ou tout autre organisme disposant des accords de reconnaissance multilatéraux internationaux (EA, ILAC ou IAF). Les informations présentes dans le certificat son au minima :
  - le radionucléide principal objet du certificat d'étalonnage
  - l'activité massique des solutions à la date de livraison exprimée en kBq.g<sup>-1</sup> avec
  - la date de référence de l'activité
  - l'incertitude élargie (k=2) associée à l'activité massique\*
  - la masse en g de la solution
  - le milieu chimique de la solution (molarité comprise)
  - les éventuels sels et leur concentration ajoutée en µg.g<sup>-1</sup>
  - la teneur des radionucléides, des éléments interférents ou des descendants radioactifs présents dans la solution fournie à la date de livraison.
- les certificats des sources non scellées conformes à la norme ISO 2919 précisant notamment, le type, le radionucléide, le numéro de série, le numéro du certificat d'agrément de matière radioactive sous forme spéciale, la classification, la mesure d'activité à la date de référence, la mesure du rayonnement émergent, les résultats des tests de contrôle de la contamination et de l'étanchéité ;
- les recommandations du titulaire pour l'utilisation des sources et particulièrement leur durée de vie garantie ou préconisée ;
- un certificat justifiant de la situation régulière du titulaire vis-à-vis de la réglementation de son pays ;
- l'autorisation d'importation - distribution des sources sur le territoire français (prérequis pour le marché avec date de fin de validité) ;
- le certificat d'assurance pour le transport ;
- *le certificat d'agrément des conteneurs de transport ou l'autorisation pour un colis transporté sous arrangement spécial ;*

## 9.5 - MISE EN ŒUVRE DES BONS DE COMMANDE (AUSSI APPELES ORDRE DE SERVICES) ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.

### 9.5.1 - Emission et notification du bon de commande

Les bons de commande sont notifiés par l'ASNR au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

### 9.5.2 - Passation des accords-cadres à marchés subséquents

Chaque source citée dans le tableau ci-dessous sera commandée par le biais d'un marché subséquent selon le process suivant :

- Demande de devis auprès du titulaire,
- Analyse du devis et de la cohérence de la proposition financière.
- Passation d'un marché subséquent.

Radionucléide	Activité massique exigée (kBq/g)	Incertitude maximale exigée (k=2) sur l'activité	Volume exigé (mL)	Milieu chimique exigé
<sup>14</sup> C	40	5 %	5	Glucose + formaldéhyde ; H <sub>2</sub> O
<sup>22</sup> Na	40	5 %	5	HCl, NaCl
<sup>59</sup> Fe	40	5 %	5	HCl FeCl <sub>3</sub>
<sup>113</sup> Sn	200	5 %	5	HCl, SnCl <sub>2</sub>
<sup>129</sup> I	40	5 %	5	EE, NaI et Na <sub>2</sub> SO <sub>3</sub>

Toute source non identifiée au moment de la contractualisation sera intégrée au présent accord-cadre par le biais du process suivant :

- Demande de devis auprès du titulaire,
- Analyse du devis et de la cohérence de la proposition financière,
- Passation d'un marché subséquent.

## 9.6 - EXECUTION DES PRESTATIONS

### 9.6.1 - Réunions techniques

Les prestations, objet du présent marché, sont effectuées en étroite liaisons avec les représentants accrédités de l'ASNR.

Ces prestations font l'objet d'une réunion d'enclenchement afin de fixer notamment le planning d'exécution définitif et de réunions de suivi de la prestation le cas échéant en présentiel ou à distance.

Chaque partie peut solliciter la tenue d'une réunion par simple échange de courriel.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu au format électronique par le Titulaire et qu'il doit soumettre dans un délai d'une semaine à l'issue de cette réunion à l'accord préalable de l'ASNR avant diffusion



#### 9.6.2 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire

Le présent marché ne contient pas de matériels, objets et/ou approvisionnements confiés par l'ASNR au Titulaire.

#### 9.6.3 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Sans objet

#### 9.6.4 - Emballage et transport

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues au sein des documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages restent de la propriété du Titulaire.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

#### 9.6.5 - Livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le Titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur pour les fournitures livrées :

- Pour le transport par voie terrestre : l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de marchandises dangereuses par voies terrestres, dit « arrêté TMD » ;
- Pour le transport maritime, l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires, dit « arrêté RSN », rend obligatoire l'application du code IMDG ;
- Pour le transport aérien, le règlement européen n° 859/2008 du 20 août 2008, dit « règlement EU OPS1 », rend directement applicables en droit français les instructions techniques de l'OACI et en précise certaines modalités. En outre, l'article R. 1333-146 du Code de la santé publique dispose que les entreprises réalisant des transports de substances radioactives sont soumises, pour l'acheminement sur le territoire national, à une déclaration, à un enregistrement ou à une autorisation de l'ASN. Les modalités de livraison spécifiques à respecter par le titulaire figure dans le cahier des charges.

Dans le cas où ces textes venaient à être modifiés en cours de marché, le Titulaire resterait tenu d'appliquer la nouvelle réglementation.

#### 9.6.6 - Surveillance en usine

Le présent marché ne prévoit pas une surveillance en usine.

### 9.7 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET GARANTIE

#### 9.7.1 - Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

### 9.7.2 - Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASNR pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'ASNR. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

### 9.7.3 - Déroulement des opérations de vérification

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASNR ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## 9.8 - DECISIONS APRES VERIFICATION

### 9.8.1 - Vérifications quantitatives

Concernant la fourniture des sources, à l'issue des opérations de vérification quantitative, si le nombre de sources fournies, leurs activités et leurs incertitudes élargies ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'ASNR peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni,
- soit de compléter la livraison.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### 9.8.2 - Vérifications qualitatives

L'ASNR procédera à la vérification technique afin de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La durée de la vérification technique sera d'une durée de quinze (15) jours, à partir du jour de la fin de la prestation.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASNR prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

### 9.8.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

#### **Admission :**

L'ASNR prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison des sources sur le site de l'ASNR.

#### **Ajournement :**

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, l'ASNR, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'ASNR les prestations mises au point, dans un délai convenu entre les parties.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'ASNR estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des

imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Toute déviation connue des stipulations du marché sera notifiée par le Titulaire à l'ASNR qui se réserve le droit de l'accepter ou pas (e.g. : dépassement de l'incertitude élargie ou variation de l'activité demandée).

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'ASNR estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ASNR et aux frais du Titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne caractérisée, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que l'autre partie en ait été informée.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'ASNR, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'ASNR ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le Titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le ASNR des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'ASNR a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifie sa décision au Titulaire.

### **9.9 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'ASNR est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

### **9.10 - MAINTENANCE DES PRESTATIONS**

Le présent marché ne prévoit pas la maintenance des prestations livrées.

### **9.11 - GARANTIE**

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

### **9.12 - INTERLOCUTEURS**

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

## **9.13 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE**

### **9.13.1 - En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

### **9.13.2 - Dérogations au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes et des marchés subséquents.

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'ASNR garantit au Titulaire de ne pas recourir à des tiers dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

## ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

Le PPAQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'ASNR.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, l'ASNR pourra procéder à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d'un audit, l'ASNR devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l'ASNR ne procède pas lui-même à l'audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l'audit, le Titulaire s'engage à collaborer en toute bonne foi avec l'ASNR ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l'audit. L'ASNR s'engage à conduire l'audit en veillant à désorganiser au minimum l'exécution des prestations du Titulaire.

A l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d'audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l'une ou l'autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l'audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l'exécution des prestations préalables à l'audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

## ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

### 11.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché présente une clause environnementale.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations contractuelles suivantes :

#### 1. Minimisation de l'empreinte environnementale des produits :

- Les sources radioactives livrées doivent, dans la mesure du possible, être conçues pour minimiser les volumes de déchets en fin de vie (durée de vie prolongée, conception modulaire, retour fournisseur...).
- Le titulaire privilégiera, pour les emballages, l'utilisation de matériaux recyclables, réutilisables ou issus de filières de recyclage, et veillera à limiter les suremballages plastiques.

#### 2. Réduction des transports et logistique responsable :

- Les livraisons devront être regroupées dans la mesure du possible, afin de limiter les transports et les émissions associées.
- Le titulaire devra proposer, si cela est pertinent, des optimisations logistiques permettant de réduire l'impact environnemental des transports (notamment en matière d'émissions de gaz à effet de serre)

#### 3. Gestion des déchets et reprise des produits :

- Le présent marché ne comprend pas la prestation de reprise des sources radioactives en fin de vie ou devenues inutilisables. Toutefois, l'attributaire devra préciser, dans le cadre de sa réponse environnementale, s'il propose, à titre indicatif, des modalités de reprise hors marché (le cas échéant sur devis ou via un autre contrat), afin d'informer l'acheteur sur les perspectives de gestion en fin de vie des produits fournis.

#### 4. Suivi des indicateurs environnementaux :

Le titulaire s'engage à transmettre, sur demande de l'acheteur, un bilan synthétique des actions mises en œuvre au titre de ses engagements environnementaux, notamment :

- le nombre et la fréquence des livraisons effectuées,
- la nature des emballages utilisés,
- les propositions éventuelles d'optimisation ou d'amélioration environnementale.

Le non-respect de ces engagements pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article [X] du présent CCAP.

### 11.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

### 11.3 - CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

## ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.



## ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

## ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 14.1 - DEFINITION DES TERMES PROPRES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « **savoir-faire** » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;

2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;

3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « **connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « **tiers désignés dans le marché** » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'ASNR pour l'utilisation des résultats.

### 14.2 - REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est choisi d'appliquer le régime de propriété intellectuelle prévu par le CCAG.

## ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 15.1 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier les documents de marché en cas d'évolution du périmètre technique ou en cas d'évolution des exigences réglementaires ou de sûreté.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

### 15.2 - CHANGEMENT LIÉ AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

### 15.3 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

## ARTICLE 19 - PENALITES

### 19.1 - DETERMINATION DES PENALITES

En cas de manquement aux obligations contractuelles, l'ASNR se réserve le droit d'appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-dessous. Ces pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, et sont cumulables entre elles.

#### 19.1.1 - Pénalité pour retard dans l'exécution

L'ASNR peut appliquer une pénalité forfaitaire pour chaque constat de retard d'exécution, d'un montant de deux cents (200) euros par jour ouvré et par manquement, constaté à compter de la date contractuelle.

En cas de prolongation des délais d'exécution convenue d'un commun accord entre les parties et formalisée par email, le titulaire est exonéré de l'application des pénalités de retard.

#### 19.1.2 - Pénalité pour inexécution totale ou partielle

En cas d'inexécution totale ou partielle des prestations prévues (y compris en cas de livraison non conforme), une pénalité forfaitaire sera appliquée :

- Inexécution totale : pénalité forfaitaire de 10 % du montant HT du bon de commande concerné.
- Inexécution partielle : pénalité forfaitaire de 5 % du montant HT des prestations non exécutées ou non conformes.

#### 19.1.3 - Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de manquement constaté aux engagements environnementaux souscrits par le titulaire au titre du présent marché (notamment en matière d'emballages, de fréquence des livraisons ou de transmission des bilans environnementaux), une pénalité forfaitaire de 50 € HT par manquement constaté pourra être appliquée, sans préjudice des mesures correctives demandées au titulaire.

Le titulaire sera préalablement informé par écrit du constat de manquement et disposera d'un délai de 10 (dix) jours calendaires pour faire valoir ses observations avant application de la pénalité.

### 19.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

### 19.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

### 19.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

### 19.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

### 19.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (périodes initiales ou reconduites, bons de commandes/marchés subséquents notifiés)

- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours calendaires.



## ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

## ARTICLE 21 - RESILIATIONS

### 21.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 21.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

### 21.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Versailles.

## ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 7.2 déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS sur les avances

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'ASNR au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

## ANNEXE N°1 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'ASNR

### Montrouge (siège social)

15 rue Louis-Lejeune 92120 Montrouge

ASNR - BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses cedex

Numéro du standard téléphonique : 01 58 35 88 88

Courriel : [asnr-courrier@asnr.fr](mailto:asnr-courrier@asnr.fr)

## Fontenay-aux-Roses

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

**> Télécharger le plan d'accès général**

### Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

**> Télécharger le plan d'accès en tramway**

### Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

**> Télécharger le plan d'accès**

### Dispositions d'accès sur le site

**> Télécharger le guide**

## Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

**Palette EUR ou EPAL uniquement**

## Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

**> Télécharger le plan d'accès**

## Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »

ZI DU CASTELLET

Rue René Pellat

A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

## Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

**> Télécharger le plan d'accès**

## Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

ASNR/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE

**Cherbourg-Octeville**

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Orsay**

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Saclay**

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Tahiti**

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

**Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"**

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)